

des Postes, détenteur d'un diplôme en économique. D'après lui, 80 p. 100 des transactions postales ont lieu pendant cinq jours de la semaine. Si le service est réduit, un sur cinq des usagers des services postaux s'en ressentira, ce qui représente un groupe assez important de la collectivité. Ainsi le courrier posté le vendredi ne sera pas livré avant le lundi suivant, surtout dans les zones rurales.

On propose maintenant d'user de mesures rétrogrades au ministère des Postes en augmentant les seuls frais d'affranchissement de première classe de 8.5 millions de dollars. Le ministre des Postes et le député de Burnaby-Seymour se rendent parfaitement compte que l'augmentation des coûts, contre laquelle nous avons mis le Parlement en garde bien avant et depuis l'arrivée du député, entraîne l'inflation. Le ministre des Postes l'accroît car où allons-nous bien trouver les fonds pour acquitter le montant de 8.5 millions si nous n'augmentons pas les frais exigés des particuliers ou des entreprises qui utilisent les services postaux? C'est de l'inflation.

• (8.50 p.m.)

Les mandats-poste ont aussi augmenté. Ils ne sont plus concurrentiels, paraît-il; il est plus facile et plus économique de faire un chèque. Le ministère des Postes n'est pas, semble-t-il, assez compétent pour en tirer un profit. Le ministre des Postes est un être brillant en science économique, et je me demande pourquoi il doit adopter cette mesure rétrograde au lieu de chercher à accroître l'efficacité de son ministère pour surmonter cette difficulté.

Des gens m'ont écrit, monsieur le président, pour s'opposer à la mesure qu'il envisage. J'ai lu aussi beaucoup d'articles désapprobateurs dans les journaux. Le ministre des Postes a admis aujourd'hui que la presse lui est favorable ou défavorable, selon les journaux qu'il lit. J'aimerais donner lecture d'un article que j'ai reçu par la poste hier. Il s'intitule: «More 'go', less 'no' is what post office needs». Le voici:

L'annonce, par le ministre des Postes, M. Kierans, que le courrier ne serait plus livré le samedi, à compter du 1<sup>er</sup> février, est tout simplement la dernière d'une longue suite de mesures rétrogrades par lesquelles les postes ont graduellement diminué la qualité de leurs services.

Le ministre des Postes sait sans doute mieux que moi que l'affranchissement à deux sous est entré en vigueur il y a déjà longtemps. Avant cela il en coûtait environ \$1 pour expédier une lettre. En général c'était le destinataire qui payait non pas l'expéditeur. La pauvreté était telle à l'époque que, d'après l'écriture sur l'enveloppe, on payait \$1 ou on

[M. Rynard.]

retournait la lettre au bureau de poste. Elle était gardée aux rebuts et finalement retournée à l'expéditeur. C'était une drôle de façon de faire fonctionner la poste. Puis on a essayé l'affranchissement à deux sous et le ministre des Postes sait ce qui est arrivé. Le courrier a augmenté énormément, si bien qu'aujourd'hui la Poste britannique est devenue un des meilleurs systèmes du monde et, comme le ministre des Postes le sait bien, elle fait ses frais.

Cet article, monsieur le président, est intéressant; je poursuis ma lecture:

Les Canadiens n'ont éprouvé de réduction aussi radicale du service, allée à une augmentation aussi marquée du coût, dans aucun autre domaine...

Le ministre des Postes n'est pas ici depuis bien longtemps, mais il fait déjà une réputation. Quelle réputation!

... dans aucun autre domaine, les Canadiens ne paient tellement plus pour tellement moins.

Leur façon négative d'envisager ce récent problème de financement est bien caractéristique de l'attitude défaitiste des autorités postales canadiennes. Devant une décision de principe, les dirigeants de la poste canadienne optent invariablement pour la suppression pure et simple ou la réduction des services, au lieu de chercher à les améliorer et à les moderniser, et trouver de nouvelles sources de revenu. Il s'ensuit que les Canadiens, en cette époque d'expansion et d'accélération, ont un service postal plus lent, moins fréquent et moins commode que n'en avaient les générations précédentes qui vivaient à une époque plus mesurée, paraît-il.

Comme l'a montré une récente enquête faite dans le monde entier, les habitants de la campagne anglaise disposent de services supérieurs au meilleur qu'on puisse trouver dans une ville dite moderne comme Toronto. En outre, les habitants de capitales de nombreux pays disposent d'un service postal dont la portée, la rapidité et la fréquence surpassent les rêves les plus extraordinaires des Canadiens.

La différence d'attitude entre les Postes canadiennes et celles de pays plus avancés peut être constatée dans les annonces des journaux britanniques. Les Postes britanniques achètent des annonces pour inciter le public britannique à faire un meilleur usage de leurs possibilités en insistant sur le caractère économique du service en question, comme sur la rapidité et la commodité de ce moyen qui fournit des recettes proportionnelles au volume du courrier.

Comment le gouvernement pourra-t-il faire de même si l'on songe à la voie qu'il suit actuellement?

Au contraire, les Postes canadiennes n'achètent des annonces que pour avertir les Canadiens des réductions de service, pour leur signifier avec autorité les dates limites (le courrier de Noël ne sera pas livré s'il est posté après telle ou telle date) ou pour les avertir qu'une nouvelle catégorie de courrier ne sera pas acceptée. Malgré tout cela, les Canadiens paient un tarif exorbitant qui a augmenté à mesure que la qualité des services a diminué. Peut-être une pareille politique ne fait-elle que refléter une conception officielle de la poste selon laquelle l'idéal visé consiste à supprimer toute forme de courrier à des frais énormes pour le public.

Il est temps de changer tout cela. Il est temps de faire entrer la poste dans le vingtième siècle.